

**Politique étrangère - Lutte contre le  
terrorisme - G5 Sahel - Forum sur  
la paix - Etats-Unis d'Amérique -  
Entretien de M. Jean-Baptiste  
Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès  
du ministre de l'Europe et des  
affaires étrangères, avec "France  
24"**

(Paris, 13 novembre 2018)

Q - Que reprenez-vous de cette date, le 13 novembre 2015 ?

R - Le 13 novembre 2015, hélas, beaucoup de nos communes, de nos territoires ont été frappés dans leur chair, on a tous connu des gens qui ont soit perdu la vie, soit été blessés. Je crois qu'il faut saluer la résilience du peuple français. Parce que, à l'époque, c'était un attentat aussi un peu contre un certain esprit français, celui de pouvoir faire la fête, écouter de la musique, prendre un verre, auquel se sont attaqués ces barbares. Le peuple français a serré les rangs et il est toujours important de se souvenir de cela, parce que le combat contre la barbarie, hélas, n'est jamais terminé, on le voit trop régulièrement encore, ici comme ailleurs.

Q - On a tiré tous les enseignements de ces attentats du 13 novembre sur le sol français ?

R - Enormément de travail a été accompli s'agissant des victimes, du suivi, de la mise en place d'un certain nombre de procédures. Mais ce sont des blessures qui ne se ferment jamais pour les personnes concernées. Je dois dire d'ailleurs que c'est un bel hommage qui a été rendu à ce journaliste de Charlie Hebdo, Philippe Lançon, qui lui a vécu un autre attentat quelques mois auparavant et qui a été primé par des prix, un Renaudot spécial et un Femina. Ce sont des témoignages bouleversants et qui aident à cet esprit de résilience.

Q - La France a changé depuis ce 13 novembre 2015 ?

R - Nous avons tous pris conscience que nous pouvions être frappés, hélas, à tout moment, partout. Je le vois en tant que maire à l'époque dans une commune...

Q - Vous êtes élu dans l'Yonne, avec des communes qui comptent un certain nombre de communes rurales notamment.

R - ...et les maires, les services de sécurité ont fait un travail considérable pour pouvoir renforcer la sécurité de tous les bâtiments publics, des écoles. Les enfants désormais font des exercices régulièrement, même si cela a un côté un peu terrorisant pour eux, la première fois,

mais on a besoin de se préparer pour parer à tout cela.

Il y a une lutte contre le terrorisme qui est implacable, que nous menons et que nos soldats mènent, y compris au coeur du Sahel. J'étais la semaine dernière auprès du président Macron et du président IBK à Reims pour dévoiler cette statue en hommage à la force noire, à ces soldats tombés pour la France, c'était le Centenaire du premier conflit mondial, de l'Armistice. Aujourd'hui ce sont aussi des soldats français qui ont versé le prix du sang pour défendre nos valeurs et lutter contre le terrorisme là-bas.

Q - La menace s'est déplacée, on a beaucoup évoqué bien sûr, lors de la proclamation de ce califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, une menace qui était présente là-bas, qui était présente aussi ici en Europe. On perçoit moins peut-être ces derniers temps le risque d'une menace immédiate sur la France. Elle est pourtant toujours bien présente, d'après vous ?

R - Il ne faut jamais baisser la garde, par définition. D'ailleurs, de façon générale, nous avons un gouvernement qui fait le choix de renforcer les moyens de nos services spéciaux, budgétairement, en matière également technique, technologique, renforcement également en moyens humains, à tous égards.

Q - Le renseignement, on investit à nouveau en hommes dans le renseignement également sur le terrain ? Parce que, beaucoup d'experts le disaient, c'était un peu l'angle mort de nos services.

R - Bien sûr, investissement en hommes, en moyens technologiques et puis renforcement du travail avec tous les services des collègues étrangers, parce qu'il y a besoin d'être unis face à ces menaces.

Q - Le président Macky Sall, lors d'un entretien qu'il a accordé à France 24 sur notre antenne hier, mettait en garde justement contre la présence de ces groupes djihadistes aujourd'hui dans le Sahel. Il disait : "il faut prendre avec le même sérieux, la même gravité ce qui se passe sur le Sahel et la guerre en Syrie". Est-ce qu'on a manqué peut-être de vigilance, peut-être pas la France bien sûr, mais d'autres pays du monde, sur cette région ?

R - La France s'est mobilisée très rapidement au Mali il y a déjà quelques années. Et le président de la République, Emmanuel Macron, aide à porter ce projet, qui maintenant est une réalité, d'une force conjointe du G5 Sahel.

Q - Avec les financements ?

R - Avec un certain nombre de financements. Un certain nombre de promesses ont été faites par des Etats, par des organisations et nous sommes attentifs à ce que ces promesses se traduisent effectivement en versements. Car on a besoin d'équiper la Force.

Q - Les pays du Golfe notamment qui ont des engagements chiffrés.

R - Exactement.

Q - Ils ont payé ?

R - Tout cela est en cours. C'est important que cette force se structure pour pouvoir prendre en mains aussi son destin. La France est là avec Barkhane aussi.

Q - La France qui oeuvre aussi pour le multilatéralisme avec l'organisation - c'était ces trois derniers jours à Paris - d'un Forum sur la paix, dans la foulée de la célébration du centième anniversaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale qui clôt un cycle de commémorations ici en France. À l'occasion de ce forum, qu'est-ce qui a concrètement avancé pour la paix dans le monde, puisque c'était l'objectif ?

R - Ce forum, c'était une première et l'idée est vraiment d'installer ce rendez-vous régulier chaque année à Paris pour évoquer les sujets touchant à la paix. C'est un succès à de nombreux égards. D'une part, 65 chefs d'Etat et de gouvernement qui s'y sont retrouvés.

Q - Notamment Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan, des personnalités avec lesquelles on n'est pas forcément d'accord ?

R - Oui, mais le multilatéralisme c'est ça, c'est le dialogue. C'est le fait justement d'avoir des enceintes dans lesquelles on peut échanger des vues, on peut progresser. Effectivement parfois il faut trouver le chemin de crête. Mais c'est cela le multilatéralisme par opposition à l'unilatéralisme.

Q - Vous voulez dire qu'il valait mieux être présent que la politique de la chaise vide des Etats-Unis, de Donald Trump ?

R - Le président Trump, manifestement, effectivement s'en est tenu à une position d'isolement parce qu'il était un des rares à ne pas être là.

Mais, en tous les cas, c'est un succès ce Forum sur la paix puisque, au-delà des chefs d'Etat et de gouvernement, 12.000 personnes y sont passées pendant ces trois jours, et surtout des solutions ont été ébauchées, des solutions concrètes. Un certain nombre d'ONG, d'acteurs de la société civile ont pu présenter leurs solutions. Par exemple, Reporters sans Frontières (RSF), en matière d'information, a lancé tout un travail pour un pacte mondial sur l'information, parce que l'information aujourd'hui, c'est aussi parfois, pardon de le dire, le théâtre de manipulations, de fausses nouvelles. Donc, bâtir un droit à l'information impartiale, c'est important.

Q - Donald Trump s'en prend aujourd'hui sur Twitter à la France et au président de la

République. Il juge la France comme étant l'un des pays les plus nationaliste du monde, il parle d'une concurrence déloyale sur le vin et il raille à la fois les taux d'approbation d'Emmanuel Macron dans les sondages ici en France et ce projet de défense européenne ; il appelle la France à payer l'OTAN. Quelle est votre réaction ?

R - Nous, Français, sommes cartésiens, "je pense, donc je suis", manifestement aux Etats-Unis, c'est "je twitte, donc je suis". Il (Donald Trump) a été pris à partie par son opinion, peut-être, sur le déroulé de son périple. Mais ce qui compte pour nous, c'est naturellement un dialogue continu avec le président des Etats-Unis, le chef de l'Etat s'entretient avec lui très régulièrement.

Mais ce que je constate, c'est qu'Angela Merkel s'exprimait aujourd'hui au Parlement européen, comme Emmanuel Macron elle s'est prononcée en faveur d'une politique de défense européenne accrue, elle a évoqué ce terme d'"armée européenne". On voit donc que le chef de l'Etat, lorsqu'il lance un chantier européen, petit à petit, avec Angela Merkel, grâce au couple franco-allemand, on va réussir à progresser là où on n'avait plus progressé depuis quasiment 50 ans.

Q - Ce n'est pas le signe de l'échec quand même pour cette stratégie de rapprochement coûte que coûte avec les Etats-Unis ? On avait décidé de faire ami-ami avec Donald Trump et on est payé aujourd'hui d'insultes.

R - Nous, nous considérons que nous sommes des alliés des Etats-Unis. D'ailleurs, c'est parce que nous sommes alliés avec les Etats-Unis que nous avons dit que nous ne comprenions pas l'imposition de droits et de droits de douane sur l'acier et l'aluminium européen, taxés au motif prétendu d'atteinte à la sécurité nationale américaine. On ne peut pas comprendre cet argument !

Donc, c'est parce que l'Europe a été ferme, elle a été unie, aussi, dans sa riposte...

Q - Ça, c'est la position européenne, mais la France ? On a raison d'essayer de nouer coûte que coûte des liens personnels avec Donald Trump ?

R - La France a une position constante avec Emmanuel Macron, elle veut être une puissance médiatrice, c'est-à-dire qu'il faut continuer le dialogue partout, tout le temps, avec tout le monde, et naturellement avec le président des Etats-Unis.

Q - Merci, Jean-Baptiste Lemoyne, d'avoir répondu à nos questions./.